

Travailler nuit gravement à la santé 60 ans c'est bien assez !

Ce 11 novembre, nous commémorons comme chaque année la fin de la Grande Boucherie de 1914-1918. En 4 ans, ce sont plus de 9 millions d'individus, principalement des ouvriers, des paysans, qui laissèrent leur vie dans les combats (sans compter les 10 millions de civils qui moururent du fait des privations). Les généraux assassins, bien à l'abri à l'arrière, ne furent bien sûr pas inquiétés. **Au final, cette guerre ne fut une aubaine que pour les banquiers, les industriels, les marchands de canons et les entrepreneurs en reconstruction.**

Aujourd'hui en France, **des travailleurs continuent de mourir chaque jour, sacrifiés sur l'autel du profit.** Ces morts n'ont plus lieu à Verdun mais à l'usine, sur un chantier ou dans un lit d'hôpital d'un cancer provoqué par l'amiante. Ces morts anonymes, ce sont toutes les victimes d'un système économique qui pousse à rogner sur les consignes de sécurité pour gagner un petit point de productivité.

Rien qu'en **2009, on a compté 538 morts au travail en France** (et plus de 650 000 accidents de travail). Pourtant la plupart des médias n'en parlent pas, pas plus qu'ils ne parlent des travailleurs qui entament leur retraite avec une incapacité permanente liée à la pénibilité, de ceux qui mourrons un an après la retraite d'une maladie liée au travail.

Alors que le gouvernement repousse l'âge de départ en retraite, il ne faut pas oublier aussi que les accidents du travail touchent principalement les personnes en fin de carrière, dont les capacités d'attentions sont réduites.

Avec sa loi, de combien de morts le gouvernement sera-il directement responsable ?

Aujourd'hui, il est temps d'affirmer notre refus d'une situation qui n'est pas une fatalité : nous ne voulons plus mourir pour permettre à quelques milliardaires de s'enrichir. Nous voulons un autre partage du travail et des richesses. Nous refusons que nos acquis sociaux, notre retraite, nos services publics, notre sécurité sociale soient bradés pour la satisfaction d'une minorité.

Ces dernières semaines, nous nous sommes massivement mobilisés contre la réforme des retraites, prenant conscience de notre force, passant à deux doigts de paralyser tout le pays. **Malgré le silence médiatique, la lutte contre la réforme des retraites n'est pas terminée.** Samedi dernier, nous étions plus d'un million à descendre dans la rue. Des actions continuent d'avoir lieu, coordonnées maintenant au niveau national (voir appel au verso).

.....

UNE ACTION EST DÉJÀ PRÉVUE POUR LE 15 NOVEMBRE

(pour en savoir plus, rendez-vous sur ensemblepourleretrait.wordpress.com)

Pour vous tenir informé des suites du mouvement, débattre, participer à nos actions, nous vous invitons à assister à notre prochaine :

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTERPROFESSIONNELLE

Lundi 15 novembre, 18h au foyer des cheminots

(11 RUE BLAISE PASCAL, DERRIÈRE LA GARE DE TOURS EN DIRECTION DU SANITAS)

L'HEURE N'EST PAS À LA RÉSIGNATION !

Appel de la rencontre nationale de Tours du 6 novembre

Le 6 novembre à Tours se sont réuni-e-s les délégué-e-s mandaté-e-s ou observateurs/trices de 25 Assemblées Générales (AG) interprofessionnelles, AG de lutte, intersyndicales ouvertes à des non-syndiqué-e-s, collectifs, coordinations intersecteurs, etc..., de Laval, Le Havre, Angers, Béziers, Saint Etienne, Roanne, Chambéry, Nantes, Angoulême, Cognac, Bayonne, Chinon, Nîmes, Tours, Saint Denis, Rouen, Champigny, Paris-Est, Paris-Centre, Paris Ve/XIIIe, Paris XXe, Vannes, Lille, Grenoble et Nancy (sont excusées les villes de Aubenas, Agen, Brest, Rennes, Montpellier et Sarlat).

Les travailleur/se-s du public et du privé, les chômeur/se-s, les retraité-e-s, les lycéen-ne-s et les étudiant-e-s se sont mobilisé-e-s massivement par la grève, la manifestation et les actions de blocage pour le retrait de la réforme des retraites, avec le soutien de la majorité de la population. Pourtant, le pouvoir n'a répondu que par le mépris, la désinformation, la répression, l'atteinte au droit de grève, et il décide de passer en force.

La lutte contre la réforme des retraites arrive à un moment charnière. Alors que le gouvernement et la plupart des médias nous annoncent depuis des semaines la fin de la mobilisation, des actions de blocage et de solidarité sont menées dans tout le pays et les manifestations sont encore massives. Cette loi doit être abrogée. Nous refusons l'enterrement du mouvement après le vote de la loi.

La stratégie de l'intersyndicale a été un échec pour les travailleur/se-s. Mais l'heure n'est pas à la résignation : nous sommes résolu-e-s à continuer le combat. Dans de nombreuses localités, celles et ceux qui luttent, syndiqué-e-s de diverses organisations et non-syndiqué-e-s, se sont retrouvé-e-s dans des Assemblées générales et des collectifs pour réfléchir et agir ensemble : informer, soutenir les secteurs en lutte, étendre la grève re-conductible, organiser des actions de blocage. Nous voulons que cette dynamique de l'auto-organisation et de l'action commune se pérennise, s'amplifie et se coordonne.

Ce mouvement s'inscrit dans une perspective plus large pour donner un coup d'arrêt à la politique du gouvernement et du patronat, qui préparent de nouvelles attaques, notamment sur l'assurance maladie. Nous restons convaincu-e-s que le seul moyen de gagner contre le gouvernement est le blocage de l'économie et la grève générale.

Nous appelons à faire front contre la répression qui frappe de plus en plus brutalement celles et ceux qui participent au mouvement social.

Nous avons tenu cette réunion nationale pour commencer à discuter entre nous, à nous coordonner et à mener des actions communes.

Nous appelons celles et ceux qui luttent à se réunir en Assemblées générales s'il n'y en a pas encore dans leur localité.

Nous appelons toutes les AG interprofessionnelles, AG de luttes, intersyndicales étendues aux non-syndiqué-e-s, etc., à participer à la prochaine rencontre nationale à Nantes le samedi 27 novembre 2010, en envoyant des délégué-e-s mandaté-e-s.

Nous invitons les organisations syndicales à envoyer des observateur/trice-s à cette rencontre.

Nous appelons aux actions suivantes, venant renforcer les actions de toute nature qui se déroulent quotidiennement :

- une action symbolique le 11 novembre à 11h pour l'abrogation du projet de loi et en hommage aux morts au travail avant la retraite ;

- une journée d'action de blocage économique le 15 novembre, pour laquelle nous appelons au soutien international.